

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 27/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DANS LA REGION DES FLANDRES

CENTRE DIRECTIONNEL
41 avenue de l'attre de TASSIGNY
59190 Hazebrouck

Références : -
Code AIOT : 0003800443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DANS LA REGION DES FLANDRES implanté Rue de la Warnave 59850 Nieppe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2026. Elle porte sur la situation administrative et sur la conformité relative au tri des déchets 5 flux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DANS LA

REGION DES FLANDRES

- Rue de la Warnave 59850 Nieppe
- Code AIOT : 0003800443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Nieppe est gérée par le SMICTOM (Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères) des Flandres.

Le SMICTOM des Flandres regroupe 35 communes, soit une population de 119 668 habitants, au 1^{er} janvier 2026.

Le SMICTOM gère 8 déchetteries sur le territoire.

La déchetterie de Nieppe est soumise à autorisation pour la rubrique 2710-1 (déchets dangereux) et à enregistrement pour la rubrique 2710-2 (déchets non dangereux).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Traçabilité de déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/03/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 3	Sans objet
2	Formations	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	Sans objet
4	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42	Sans objet
5	Déchets sortants du site	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la déchetterie est globalement satisfaisante, avec une organisation des flux conforme et des filières de gestion adaptées (dont DEEE et ameublement). Les déchets dangereux sont stockés dans des conditions appropriées et aucune anomalie majeure n'a été constatée lors de la visite.

Les agents disposent de formations adaptées et d'un cadre de sécurité formalisé.

La traçabilité des déchets est assurée, mais le registre des déchets sortants reste à compléter sur certains éléments réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;- le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;- le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;- le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;- les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;- les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;- les consignes d'exploitation ;- le registre de sortie des déchets ;- le plan des réseaux de collecte des effluents. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site dispose d'un récépissé de déclaration en date du 21 janvier 1998. Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées intervenue par le décret n°2012-384 du 20 mars 2012, l'exploitant a déposé une demande de bénéfice des droits acquis en date du 18 mars 2016, conformément à l'article L.513-1 du code de l'environnement. Au regard des quantités de déchets susceptibles d'être présentes sur le site, l'installation relève des rubriques suivantes de la nomenclature ICPE :

- **Rubrique 2710-1** : collecte de déchets dangereux - régime de l'autorisation, la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente étant supérieure à 7 tonnes ;
- **Rubrique 2710-2** : collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial - régime de l'enregistrement, le volume de déchets susceptible d'être présent étant compris entre 300 m³ et 600 m³.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté les éléments suivants :

1. Déchets dangereux

- Déchets « Eco-DDS » et hors « Eco-DDS », stockés en zone clôturée et fermée : 19 bacs de 600 L, 15 bacs de 70 L (acides, bases, comburants, aérosols, phytosanitaires) et 1 fût de filtres à huile de 200 L ;
- Déchets « lampes et néons » : 2 contenants de 130 kg (ampoules et néons) ;
- Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : 2 bacs de 1 000 L (environ 2 x 200 kg) pour les écrans et 5 appareils de froid (environ 1 m³) ;
- Déchets « piles » : 1 fût de 200 L (environ 130 kg) et 1 contenant de type « poubelle » de 240 L pour les cartouches d'encre ;
- Déchets « huiles minérales » : 1 borne à huile de 1 000 L (environ 800 kg).

Le total des déchets dangereux présents sur le site est estimé à **3,57 tonnes**.

2. Déchets non dangereux

- Déchets « ferrailles » : 1 benne de 30 m³ ;
- Déchets « ameublement » : 1 benne de 30 m³ ;
- Déchets « verre » : 3 bornes d'apport volontaire de 3 m³ chacune, soit 9 m³ ;
- Déchets « papiers/cartons » : 1 benne de 30 m³ ;
- Déchets « bois » : 1 benne de 30 m³ ;
- Déchets « encombrants » : 1 benne de 30 m³ ;
- Déchets « verts » : 2 bennes de 30 m³, soit 60 m³ ;
- Déchets « gravats » : 1 benne de 8 m³ ;
- Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) non dangereux : 5 box de 1 m³, 5 gros appareils hors froid (environ 1 m³) et 2 bacs de 1 m³ pour les petits électroménagers hors froid ;
- Déchets « pneus » : 1 local de 20 m³ et une caisse de 1 m³, soit 21 m³ ;
- Déchets « textiles » (relais vêtements) : 2 bacs de 2 m³, soit 4 m³ ;
- Déchets « bouchons plastiques » : 1 contenant de 240 L ;
- Déchets « huiles végétales et graisses » : 3 fûts de 100 L et 2 fûts de 50 L.

Le volume total des déchets non dangereux présents sur le site est estimé à **264,64 m³**.

Au regard des quantités constatées lors de la visite d'inspection, les volumes de déchets dangereux (3,57 tonnes) et de déchets non dangereux (264,64 m³) sont inférieurs aux seuils respectifs des rubriques 2710-1 et 2710-2.

Toutefois, l'inspection précise que le classement au titre de la législation des installations classées repose sur les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site et non sur les seules quantités observées le jour de l'inspection.

En l'absence d'éléments démontrant une réduction des capacités maximales de stockage, le classement actuel du site au titre des rubriques 2710-1 (autorisation) et 2710-2 (enregistrement) demeure applicable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :
- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier : - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; - les déchets et les filières de gestion des déchets ; - les moyens de protection et de prévention ; - les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; - les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.

Constats :

L'exploitant a transmis, par courriels des 8 avril 2026 et 28 avril 2026, le plan de formation des agents de la déchetterie de Nieppe ainsi que les attestations des formations suivies.

Il ressort des éléments transmis que les agents ont bénéficié de formations adaptées aux activités exercées sur le site, notamment en matière de sécurité, de gestion des déchets et d'accueil du public.

Ces formations réalisées entre 2021 et 2026 portent notamment sur :

- Réception et identification des déchets dangereux en déchetterie ;
- Réception et identification des déchets spécifiques amiantés en déchetterie ;
- Réaction et conduite à tenir (amiante) ;
- Gestes Postures et Troubles Musculo-squelettiques ;
- Initiation à la gestion des conflits ;
- Réception et tri des PMCB et accueil des détenteurs ;

- Formation EcoDDS (gestion des déchets chimiques dangereux) ;
- Maintien et Actualisation des Compétences SST ;
- Reconnaissance de l'amiante.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis un livret d'accueil et de sécurité à destination des agents, daté du 20 août 2025, précisant notamment :

- les consignes générales de sécurité ;
- les procédures en cas d'incident, d'accident ou d'incendie ;
- les risques professionnels (physiques, chimiques, incendie) et les moyens de prévention associés ;
- les obligations en matière de port des équipements de protection individuelle (EPI).

Un document d'émargement atteste de la prise de connaissance de ce livret par les agents, avec signatures et dates associées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des chutes et collisions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.

I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.

Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.

Constats :

L'inspection a constaté que les quais de déchargement des déchets sont équipés de barrières métalliques destinées à prévenir les risques de chute des usagers. Toutefois, plusieurs dispositifs de protection observés sur site sont dégradés ou maintenus en position abaissée, réduisant significativement leur efficacité en matière de prévention des chutes.

Vu sur site, plusieurs garde-corps latéraux présentent des déformations ou des éléments détériorés. Par ailleurs, certaines barrières étaient laissées ouvertes ou en position basse au niveau des quais de déchargement, permettant un accès direct au vide et créant un risque de chute pour les usagers fréquentant la déchèterie.

L'inspection a également constaté que la signalisation relative au risque de chute n'est pas présent sur l'ensemble des quais. Si un panneau « risque de chute » est présent sur certaines zones, plusieurs quais de déchargement ne disposent d'aucun affichage rappelant ce danger, contrairement aux prescriptions réglementaires.

Ces constats ne permettent pas de garantir un niveau de sécurité satisfaisant pour les usagers circulant entre les différentes zones de dépôt de déchets, ce qui représente une non-conformité aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/03/2012.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection met en demeure, sous un délai de 3 mois, l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 en :

- remettant en état l'ensemble des dispositifs anti-chute des quais de déchargement ;
- veillant au maintien des barrières en position de sécurité hors opérations de dépôt ;
- mettant en place une signalisation visible et homogène du risque de chute sur l'ensemble des quais concernés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.

Constats :

Le site est clôturé et l'entrée est équipée d'un portail fermé en dehors des horaires d'ouverture. Les agents présents sur site orientent les usagers vers les bennes correspondant à leurs déchets.

Les agents de déchetterie sont formés aux différentes filières d'élimination dans le cadre de leur formation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets sortants du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations,

enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre informatisé et géré par la responsable de service des déchetteries. Le registre indique que les déchets sont enlevés régulièrement. Par ailleurs, l'exploitant dispose de conventions et contrats en cours de validité avec différents éco-organismes et prestataires spécialisés pour la gestion des déchets dangereux et non dangereux collectés sur le site.</p> <p>Concernant les déchets dangereux, l'exploitant a notamment présenté par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une convention avec EcoDDS pour la collecte séparée des déchets diffus spécifiques ménagers (DDS), incluant notamment les peintures, solvants, acides, bases, produits phytosanitaires et emballages souillés ; • une convention avec DASTRI pour la collecte des déchets d'activités de soins à risques infectieux perforants (DASRI) des patients en auto-traitement ; • un contrat relatif à la prise en charge des DEEE ménagers avec les éco-organismes, ecosystem et Ecologic ; <p>Concernant les déchets non dangereux, l'exploitant a présenté, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) avec les éco-organismes Ecomaison, Valdelia et Valobat ; • une convention avec ALIAPUR / France Recyclage Pneumatiques pour la reprise des pneumatiques usagés collectés en déchèterie ; • un contrat REP PMCB relatif aux Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment avec les éco-organismes Valobat, Valdelia, Ecomaison et Ecominéro ; • une convention spécifique pour les articles de bricolage et de jardin thermique (ABJ TH) avec Ecologic ; • une convention relative aux articles de sport et loisirs (ASL) avec Ecologic ; • un contrat relatif à la filière REP « Jouets » avec Ecomaison ; • un contrat avec Baudalet environnement pour la gestion des déchets verts. <p>Au vu des éléments présentés lors de l'inspection, l'exploitant dispose de filières de collecte et de traitement identifiées pour les principaux flux de déchets dangereux et non dangereux collectés sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité de déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p>

- a) Concernant la date de sortie de l'installation :
 - la date de l'expédition du déchet ;
- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle du déchet ;
 - le code du déchet sortant au regard de l' article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
 - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
- c) Concernant l'origine du déchet :
 - l'adresse de l'établissement ;
 - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- d) Concernant la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- e) Concernant la destination du déchet :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement(CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Par courriel du 08/04/2026, l'exploitant a transmis les registres informatisés des déchets sortants du site. Le registre transmis permet d'assurer une traçabilité satisfaisante des flux de déchets, notamment par la présence des dates d'expédition, des codes déchets, des quantités, de l'identification des installations de destination, des transporteurs ainsi que des références aux bordereaux de suivi de déchets pour les déchets dangereux.

Toutefois, certaines informations prévues par l'article R.541-43 du code de l'environnement ne figurent pas explicitement dans le registre, notamment :

- le code de traitement (D ou R) ;
- la qualification du traitement final ;
- le numéro de récépissé du transporteur ;
- l'adresse complète des transporteurs et des installations de destination.

Le registre apparaît ainsi partiellement conforme aux exigences réglementaires relatives à la tenue du registre chronologique des déchets. Pour les déchets dangereux, l'exploitant utilise la plateforme Trackdéchets afin d'assurer leur traçabilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter, sous un délai d'un mois, le registre des déchets sortants conformément aux dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois